

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 26 novembre 2013
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Statistiques financières trimestrielles des entreprises, troisième trimestre de 2013	2
Les sociétés canadiennes ont réalisé des bénéfices d'exploitation de 77,0 milliards de dollars au troisième trimestre, en hausse de 1,5 % par rapport au trimestre précédent.	
Revenu agricole, 2012	6
Le revenu net réalisé par les agriculteurs canadiens s'est élevé à 7,3 milliards de dollars en 2012, soit 31,7 % de plus qu'en 2011, les recettes monétaires agricoles ayant augmenté davantage que les coûts d'exploitation. Cette hausse fait suite aux augmentations de 56,3 % en 2011 et de 16,9 % en 2010.	
Recettes monétaires agricoles, janvier à septembre 2013	11
Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet, 2012	16
Étude : Les tendances à long terme de la syndicalisation, 1981 à 2012	19
Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : petits aéroports, août 2013	21
Nouveaux produits et études	22



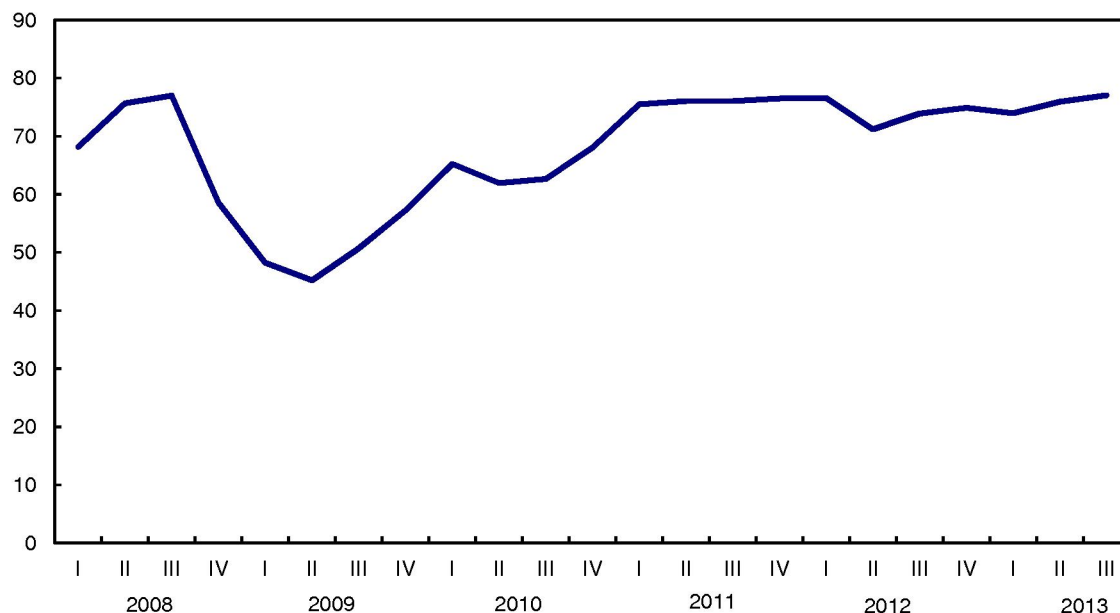
Communiqués

Statistiques financières trimestrielles des entreprises, troisième trimestre de 2013

Les sociétés canadiennes ont réalisé des bénéfices d'exploitation de 77,0 milliards de dollars au troisième trimestre, en hausse de 1,5 % par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation fait suite à une hausse de 2,6 % au deuxième trimestre. Dans l'ensemble, les bénéfices d'exploitation ont progressé dans 15 des 22 industries.

Graphique 1 Bénéfices d'exploitation trimestriels

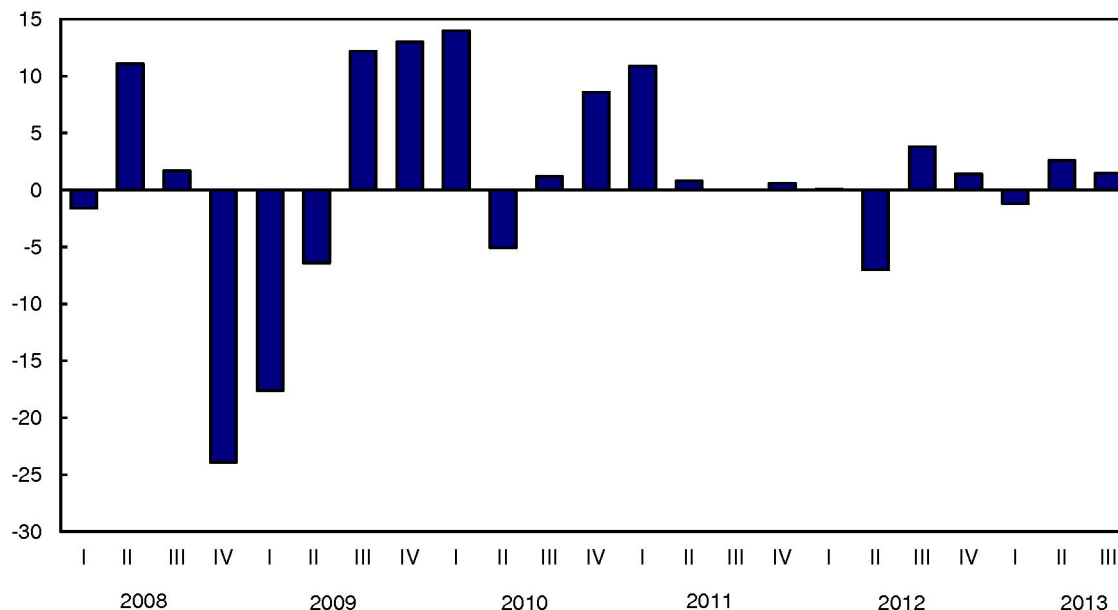
milliards de dollars



Dans le secteur non financier, les bénéfices d'exploitation du troisième trimestre se sont accrus de 2,3 % pour atteindre 52,9 milliards de dollars, après une baisse de 3,4 % au trimestre précédent. L'extraction pétrolière et gazière a mené la croissance, affichant une augmentation de 23,8 % pour s'établir à 2,2 milliards de dollars.

Graphique 2 Variation trimestrielle des bénéfices d'exploitation

variation en pourcentage



Dans le secteur financier, les bénéfices d'exploitation ont diminué de 0,4 % pour s'établir à 24,1 milliards de dollars. Le recul fait suite à une hausse de 18,5 % au deuxième trimestre. La majeure partie de la baisse du troisième trimestre est attribuable aux sociétés d'assurance vie, maladie et de soins médicaux.

D'une année à l'autre, les bénéfices d'exploitation des sociétés canadiennes ont augmenté de 4,3 % par rapport au troisième trimestre de 2012. Ils ont légèrement fléchi de 0,1 % dans le secteur non financier et augmenté de 15,4 % dans le secteur financier.

Secteur non financier

Les bénéfices d'exploitation dans l'extraction pétrolière et gazière ont progressé pour un deuxième trimestre consécutif, s'élevant de 23,8 % pour s'établir à 2,2 milliards de dollars au troisième trimestre en raison des conditions favorables du marché.

Les bénéfices d'exploitation dans le secteur de la fabrication ont reculé de 0,8 % pour s'établir à 10,4 milliards de dollars. Même si 8 des 13 industries de la fabrication ont déclaré des hausses, la baisse des bénéfices d'exploitation dans la fabrication de produits informatiques et électroniques a largement neutralisé les augmentations.

Les bénéfices d'exploitation de l'industrie des produits de pétrole et du charbon ont connu la plus forte hausse du secteur manufacturier. Les bénéfices ont augmenté de 65,5 % pour se chiffrer à 2,6 milliards de dollars, principalement en raison des revenus élevés de raffinage du pétrole brut.

Les bénéfices du secteur de la fabrication des véhicules automobiles et des pièces ont augmenté de 34,1 % pour atteindre 907 millions de dollars en raison de solides bénéfices au troisième trimestre, principalement dans la fabrication des pièces.

Les bénéfices d'exploitation de l'industrie du commerce de gros se sont accrus de 3,9 % pour s'établir à 5,9 milliards de dollars. Les grossistes de matériaux et de fournitures de construction ont mené la croissance, alors que leurs bénéfices ont progressé de 20,3 % pour se fixer à 1,0 milliard de dollars.

Les bénéfices d'exploitation du commerce de détail se sont chiffrés à 4,1 milliards de dollars, en hausse de 6,2 %. Cette hausse était principalement attribuable aux concessionnaires de véhicules automobiles et de pièces, dont les bénéfices ont crû de 20,1 % pour atteindre 747 millions de dollars.

Les bénéfices des services immobiliers et des services de location et de location à bail ont augmenté de 5,0 % pour se fixer à 4,8 milliards de dollars.

Secteur financier

Les bénéfices d'exploitation du secteur financier ont reculé légèrement de 0,4 % au troisième trimestre pour se fixer à 24,1 milliards de dollars.

Les bénéfices d'exploitation des sociétés d'assurance vie, maladie et de soins médicaux ont diminué de 954 millions de dollars pour s'établir à 3,6 milliards de dollars.

Les bénéfices d'exploitation des sociétés d'assurance de biens et de risques divers ont reculé de 4,5 % pour se fixer à 1,1 milliard de dollars au troisième trimestre. Les réclamations découlant des inondations de l'été dernier en Alberta et à Toronto ainsi que de l'accident ferroviaire au Québec ont influencé ces résultats financiers.

Les bénéfices des institutions bancaires et des autres entreprises d'intermédiation financière par le biais de dépôts ont augmenté de 4,1 % pour atteindre 10,3 milliards de dollars.

Note aux lecteurs

Les statistiques financières trimestrielles sont compilées au moyen des renseignements financiers fournis par les entreprises, qui extraient ces données de leurs états financiers. Depuis le 1^{er} janvier 2011, les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes doivent remplacer les principes comptables généralement reconnus (PCGR) par les normes internationales d'information financière pour préparer leurs états financiers d'exercice commençant le 1^{er} janvier 2011 ou après. Les entreprises privées du Canada doivent remplacer les PCGR par les normes comptables pour les entreprises à capital fermé ou les normes internationales d'information financière. L'adoption de nouvelles normes de comptabilité par certaines entreprises depuis le début de 2011 pourrait avoir une incidence sur la comparabilité aux périodes précédentes.

Les données sur les bénéfices trimestriels figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées et exprimées en dollars courants. Les données financières trimestrielles pour le premier et deuxième trimestre de 2013 ont été révisées. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé La désaisonnalisation et le repérage des tendances économiques.

À compter du premier trimestre de 2010, les statistiques financières trimestrielles s'appuient sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 2012. Dans le cas de la période précédant le premier trimestre de 2010, les statistiques financières reposent sur le SCIAN de 2007.

Les statistiques financières trimestrielles des entreprises sont fondées sur une enquête-échantillon et représentent les activités de toutes les entreprises au Canada, à l'exclusion des sociétés gouvernementales et des sociétés sans but lucratif. Une entreprise peut être une société unique ou un regroupement de sociétés sous une même propriété et/ou un même contrôle et pour lequel des états financiers consolidés sont produits.

Les bénéfices dont il est question dans la présente analyse sont les bénéfices d'exploitation réalisés dans le cours normal des activités des entreprises. Dans le cas des industries non financières, les rentrées d'intérêts et de dividendes ainsi que les gains et les pertes en capital se trouvent exclus des bénéfices d'exploitation, tandis que pour les industries financières, ceux-ci sont compris de même que les intérêts versés sur les dépôts.

Les bénéfices d'exploitation diffèrent des bénéfices nets, qui correspondent aux bénéfices après impôt réalisés par les sociétés.

Tableau 1
Statistiques financières trimestrielles des entreprises – Données désaisonnalisées

	Troisième trimestre de 2012	Deuxième trimestre de 2013 ^r	Troisième trimestre de 2013 ^p	Deuxième trimestre au troisième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2012 au troisième trimestre de 2013
	milliards de dollars			variation en %	
Toutes les branches d'activité					
Revenus d'exploitation	857,0	859,0	868,9	1,1	1,4
Bénéfices d'exploitation	73,9	75,9	77,0	1,5	4,3
Bénéfices nets	59,6	55,6	60,4	8,6	1,4
Branches d'activité non financières					
Revenus d'exploitation	773,0	779,9	786,3	0,8	1,7
Bénéfices d'exploitation	53,0	51,7	52,9	2,3	-0,1
Bénéfices nets	44,0	40,8	43,6	6,8	-0,8
Branches d'activité financières					
Revenus d'exploitation	84,0	79,2	82,6	4,3	-1,7
Bénéfices d'exploitation	21,0	24,2	24,1	-0,4	15,4
Bénéfices nets	15,6	14,8	16,8	13,7	7,6

^r révisé

^p provisoire

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 187-0001 et 187-0002.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2501.

Les données consolidées des bilans et des états des résultats des sociétés canadiennes sont maintenant stockées dans CANSIM. Elles sont disponibles au niveau national pour 22 groupes d'industries.

Le numéro du troisième trimestre de 2013 de la publication *Statistiques financières trimestrielles des entreprises* (61-008-X) paraîtra sous peu.

Les données du quatrième trimestre sur les statistiques financières des entreprises seront diffusées le 25 février 2014.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Daniel Agoussi au 613-951-2658 (danielolivier.agoussi@statcan.gc.ca) ou avec Daryl Keen au 613-951-1810 (daryl.keen@statcan.gc.ca), Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

Revenu agricole, 2012

Le revenu net réalisé par les agriculteurs canadiens s'est élevé à 7,3 milliards de dollars en 2012, soit 31,7 % de plus qu'en 2011, les recettes monétaires agricoles ayant augmenté davantage que les coûts d'exploitation. Cette hausse fait suite aux augmentations de 56,3 % en 2011 et de 16,9 % en 2010.

Le revenu net réalisé est la différence entre les recettes monétaires et les dépenses d'exploitation des agriculteurs, moins les frais d'amortissement, plus le revenu en nature.

Le revenu net réalisé a crû à Terre-Neuve-et-Labrador, en Nouvelle-Écosse, au Québec, en Ontario, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique.

Recettes monétaires agricoles

Les recettes monétaires agricoles, qui comprennent les recettes du marché provenant des ventes de cultures et de bétail ainsi que les paiements de programme, ont augmenté de 9,2 % pour atteindre 54,2 milliards de dollars en 2012, après avoir connu une hausse de 11,9 % en 2011.

Les recettes du marché ont progressé de 10,0 % en 2012 pour atteindre 50,7 milliards de dollars. Les recettes des cultures, qui ont crû de 15,6 % pour atteindre 29,9 milliards de dollars, ont été principalement à l'origine de cette hausse. Les recettes des produits du bétail ont augmenté de 2,8 % pour se chiffrer à 20,9 milliards de dollars. Les recettes du bétail ont représenté 41,1 % des recettes du marché en 2012, comparativement à 55,7 % 10 ans plus tôt.

L'augmentation du prix des céréales et des oléagineux a joué un rôle prépondérant dans l'augmentation des recettes tirées des cultures. Par exemple, les recettes du blé, sauf le blé dur, ont augmenté de 18,4 % en 2012, principalement en raison d'une hausse de 19,4 % des prix. Les recettes du canola ont crû de 7,3 % pour se chiffrer à 8,2 milliards de dollars, à la faveur d'une augmentation de 6,3 % des prix. La hausse de 56,2 % des recettes du soya et celle de 28,0 % des recettes du maïs sont le résultat d'une augmentation des mises en marché et des prix.

Les prix des céréales à l'échelle mondiale ont commencé à augmenter au cours de la deuxième moitié de 2012, la sécheresse observée aux États-Unis et dans d'autres pays ayant fait diminuer les stocks de céréales mondiaux.

Les recettes des cultures ont augmenté dans chaque province, sauf à l'Île-du-Prince-Édouard (-0,2 %) et au Nouveau-Brunswick (-6,5 %). La baisse des mises en marché des pommes de terre a contribué à l'absence de croissance des recettes des cultures dans ces deux provinces.

Les recettes des cultures ont augmenté de 24,9 % en Alberta en 2012. L'augmentation des prix et des mises en marché du canola et du blé a contribué à cette croissance des recettes des cultures.

Les recettes globales du bétail ont augmenté dans l'ensemble des provinces. Les recettes bovines ont crû de 4,2 %, la diminution de l'offre d'animaux sur le marché ayant provoqué une hausse des prix des bovins. À l'inverse, les recettes porcines ont diminué de 2,3 % pour s'établir à 3,8 milliards de dollars, les prix ayant fléchi de 3,4 %.

Les recettes des producteurs des trois secteurs assujettis à la gestion de l'offre (les produits laitiers, la volaille et les œufs) ont augmenté de 3,4 %. La hausse de 9,2 % des recettes des œufs a dépassé les augmentations enregistrées pour les poulets (+5,2 %) et les produits laitiers (+1,7 %).

Les paiements de programme ont fléchi de 1,0 % pour se fixer à 3,4 milliards de dollars en 2012. L'amélioration des conditions de croissance a entraîné, en Saskatchewan, une baisse de 22,1 % qui a plus qu'effacé les augmentations de 17,4 % et de 12,9 % des paiements versés au Québec et en Alberta, respectivement.

Dépenses agricoles

Les dépenses d'exploitation agricole (après remises) ont augmenté de 6,7 % pour atteindre 40,8 milliards de dollars en 2012. Cette hausse est survenue à la suite d'une augmentation de 8,3 % en 2011 et d'une baisse de 2,1 % en 2010.

Les fortes augmentations des superficies ensemencées dans les prairies de l'Est, combinées aux hausses modérées des prix, ont fait croître les dépenses pour les engrais de 20,2 %. Les producteurs de la Saskatchewan et du Manitoba avaient ensemencé une superficie significativement faible en 2011 en raison des inondations. Les dépenses pour les aliments ont crû de 9,9 %, les prix ayant augmenté tout au long de 2012.

Les frais d'amortissement ont crû de 4,3 % en 2012, ce qui a porté les dépenses agricoles totales à 47,0 milliards de dollars, soit une augmentation de 6,4 % par rapport à 2011.

Les dépenses agricoles totales ont augmenté dans chaque province en 2012. Les plus fortes augmentations en pourcentage se sont produites en Saskatchewan (+9,0 %), au Manitoba (+8,5 %) et en Alberta (+8,0 %).

Revenu net total

Le revenu net total s'est chiffré à 7,1 milliards de dollars en 2012, soit 1,1 milliard de dollars de plus que l'année précédente. Les augmentations les plus prononcées ont été observées au Manitoba (+1,0 milliard de dollars), en Ontario (+232 millions de dollars) et au Québec (+172 millions de dollars), tandis que la Saskatchewan et l'Alberta ont affiché des baisses.

Le revenu net total rajuste le revenu net réalisé en fonction de la variation des stocks de culture et de bétail des agriculteurs. Il représente le rendement des capitaux propres, la main-d'œuvre non rémunérée ainsi que la gestion et le risque.

Note aux lecteurs

Le revenu net réalisé peut varier grandement d'une exploitation agricole à l'autre en raison de plusieurs facteurs, y compris le type de produits, les prix, les conditions climatiques et les économies d'échelle. Cette mesure ainsi que d'autres mesures agrégées du revenu agricole sont calculées à l'échelon provincial à l'aide des mêmes concepts que ceux qui sont utilisés pour mesurer les résultats de l'ensemble de l'économie canadienne. Il s'agit de mesures du revenu de l'exploitation agricole et non du revenu du ménage agricole.

Les données financières pour 2012 recueillies à l'échelon de l'exploitation agricole au moyen d'enquêtes et d'autres sources administratives seront bientôt offertes et mises en tableaux. Ces données fourniront des explications sur les écarts affichés dans le rendement de divers types et diverses tailles de fermes.

Pour en savoir davantage sur les recettes monétaires agricoles pour les trois premiers trimestres de 2013, consultez le communiqué intitulé « Recettes monétaires agricoles », diffusé aujourd'hui.

Cohérence avec le Recensement de l'agriculture

Tous les cinq ans, après le Recensement de l'agriculture, les méthodes et concepts utilisés pour estimer la série du revenu agricole sont révisés. Les estimations du revenu agricole tiennent compte d'une grande variété de données administratives et d'enquête émanant de plusieurs sources diverses. Par conséquent, cette révision sert à améliorer les sources de données, la couverture et les méthodes d'estimation.

À la suite de cette révision, les révisions remontant à 2005 sont désormais disponibles et sont prises en compte dans les données du présent communiqué. Les estimations des recettes, du revenu en nature, des dépenses, des frais d'amortissement et de la valeur de la variation des stocks ont été révisées, lorsque cela s'imposait, ce qui a abouti à des modifications du revenu net monétaire, réalisé et total pour ce secteur.

Tableau 1
Revenu agricole net

	2010 ^r	2011 ^r	2012 ^P	2010 à 2011	2011 à 2012
	millions de dollars			variation en %	
+ Recettes monétaires agricoles totales, y compris les paiements	44 325	49 612	54 189	11,9	9,2
- Dépenses d'exploitation totales après remises	35 324	38 265	40 841	8,3	6,7
= Revenu net comptant	9 001	11 346	13 348	26,1	17,6
+ Revenu en nature	41	45	45	11,2	0,2
- Frais d'amortissement	5 510	5 871	6 121	6,6	4,3
= Revenu net réalisé	3 532	5 521	7 273	56,3	31,7
+ Valeur de la variation des stocks	-1 119	518	-150
= Revenu net total	2 413	6 039	7 123

^r révisé

^P provisoire

... n'ayant pas lieu de figurer

Tableau 2
Revenu agricole net, par province

	Canada	Terre-Neuve-et- Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
millions de dollars						
2011^r						
+ Recettes monétaires agricoles totales, y compris les paiements	49 612	119	485	528	540	7 967
- Dépenses d'exploitation totales après remises	38 265	109	367	442	426	6 024
= Revenu net comptant	11 346	10	117	86	115	1 943
+ Revenu en nature	45	0	0	1	1	12
- Frais d'amortissement	5 871	9	43	61	54	804
= Revenu net réalisé	5 521	2	75	25	62	1 150
+ Valeur de la variation des stocks	518	-0	-13	0	-51	-9
= Revenu net total	6 039	1	62	26	11	1 140
2012^p						
+ Recettes monétaires agricoles totales, y compris les paiements	54 189	130	481	582	537	8 349
- Dépenses d'exploitation totales après remises	40 841	115	382	469	439	6 220
= Revenu net comptant	13 348	15	99	113	98	2 128
+ Revenu en nature	45	0	0	1	1	12
- Frais d'amortissement	6 121	9	44	62	54	833
= Revenu net réalisé	7 273	7	55	52	45	1 307
+ Valeur de la variation des stocks	-150	-1	15	1	29	5
= Revenu net total	7 123	5	70	52	73	1 313

	Canada	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique
millions de dollars						
2011^r						
+ Recettes monétaires agricoles totales, y compris les paiements	49 612	11 034	4 970	11 044	10 321	2 605
- Dépenses d'exploitation totales après remises	38 265	8 869	3 950	7 221	8 492	2 366
= Revenu net comptant	11 346	2 165	1 020	3 824	1 829	239
+ Revenu en nature	45	10	3	5	9	5
- Frais d'amortissement	5 871	1 285	565	1 283	1 393	372
= Revenu net réalisé	5 521	889	458	2 545	445	-129
+ Valeur de la variation des stocks	518	351	-493	170	509	53
= Revenu net total	6 039	1 240	-35	2 715	954	-75
2012^p						
+ Recettes monétaires agricoles totales, y compris les paiements	54 189	12 311	5 178	11 838	11 951	2 832
- Dépenses d'exploitation totales après remises	40 841	9 320	4 312	7 929	9 221	2 433
= Revenu net comptant	13 348	2 991	866	3 909	2 730	399
+ Revenu en nature	45	9	4	5	9	4
- Frais d'amortissement	6 121	1 349	586	1 344	1 459	380
= Revenu net réalisé	7 273	1 652	283	2 570	1 279	23
+ Valeur de la variation des stocks	-150	-180	692	-243	-455	-12
= Revenu net total	7 123	1 472	975	2 327	825	11

^r révisé

^p provisoire

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 002-0001, 002-0003, 002-0005, 002-0007 à 002-0009, 002-0012 et 003-0025.

Tableau 002-0001 : Recettes monétaires agricoles, données annuelles.

Tableau 002-0003 : Valeur par acre des terrains et bâtiments agricoles, 1^{er} juillet.

Tableau 002-0005 : Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, données annuelles.

Tableau 002-0007 : Valeur du capital des fermes, 1^{er} juillet.

Tableau 002-0008 : La dette agricole en cours, classée par source de crédit, données annuelles.

Tableau 002-0009 : Revenu agricole net, données annuelles.

Tableau 002-0012 : Revenu agricole en nature, selon les postes, données annuelles.

Tableau 003-0025 : Valeur par tête de bétail, 1^{er} juillet.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 3436, 3437, 3471, 3472 et 3473.

La publication *Paiements directs versés aux producteurs : statistiques économiques agricoles*, vol. 12, no 1 (21-015-X), est maintenant accessible en ligne. Sous le module *Publications*, sélectionnez *Tous les sujets*, puis *Agriculture*. La publication *Revenu agricole net : statistiques économiques agricoles*, vol. 12, n° 1 (21-010-X), paraîtra bientôt.

On peut trouver d'autres [tableaux de données](#) à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Recettes monétaires agricoles, janvier à septembre 2013

Les recettes monétaires agricoles des agriculteurs canadiens se sont élevées à 39,9 milliards de dollars de janvier à septembre, en hausse de 1,9 % par rapport à la même période en 2012. L'augmentation fait suite à une hausse de 8,5 % entre les neuf premiers mois de 2011 et 2012.

Les recettes monétaires agricoles comprennent les recettes du marché tirées de la vente de cultures et de bétail, ainsi que les paiements de programme.

Les recettes se sont accrues au Manitoba (+14,7 %), au Nouveau-Brunswick (+11,9 %), à Terre-Neuve-et-Labrador (+6,7 %), en Alberta (+2,1 %), en Saskatchewan (+1,7 %) et en Nouvelle-Écosse (+1,2 %). Les baisses observées allaient de 0,1 % au Québec à 3,3 % en Colombie-Britannique.

Par rapport aux trois premiers trimestres de 2012, les recettes du marché tirées de la vente de cultures et de bétail ont augmenté de 2,5 % pour se fixer à 37,9 milliards de dollars. Les recettes tirées des cultures ont crû de 2,9 % pour atteindre 22,1 milliards de dollars, tandis que les recettes tirées du bétail ont augmenté de 1,9 %, pour s'établir à 15,8 milliards de dollars.

Les recettes du blé (sauf le blé dur) se sont chiffrées à 3,9 milliards de dollars de janvier à septembre, soit 980 millions de dollars (+33,5 %) de plus par rapport à la même période en 2012. Une hausse des prix moyens de 25,9 % et une augmentation de 6,0 % des mises en marché ont toutes deux contribué à la forte croissance.

À l'inverse, les recettes du canola se sont repliées de 715 millions de dollars (-11,9 %) par rapport à la même période en 2012, les mises en marché ayant diminué de 16,7 %. Les recettes du canola se sont établies à 5,3 milliards de dollars de janvier à septembre. En dépit de la diminution, le canola occupait le premier rang des recettes des cultures au Canada au cours des trois premiers trimestres de 2013, représentant 24 % des recettes totales des cultures.

Les recettes des cultures au Manitoba se sont accrues de 28,7 %, ce qui représente la plus forte hausse provinciale, la production ayant remonté à des niveaux se rapprochant de la normale après la sécheresse de 2011, qui avait considérablement réduit les mises en marché en 2012. Les recettes du blé du Manitoba (sauf le blé dur) ont augmenté de 348 millions de dollars (+86,2 %), les mises en marché ayant connu une hausse de 65,1 %, et les prix s'étant accrus de 12,8 %. Les augmentations des recettes du soya, du canola et du maïs, principalement attribuables aux mises en marché accrues, ont également contribué à la croissance des recettes des cultures au Manitoba.

Le Nouveau-Brunswick a également enregistré une croissance robuste de ses recettes des cultures (+27,4 %), les mises en marché des pommes de terre ayant progressé de 46,7 % de janvier à septembre, comparativement à la même période en 2012. La production de pommes de terre au Nouveau-Brunswick a atteint des niveaux se rapprochant de la normale en 2012, après une récolte inférieure à la moyenne en 2011. En revanche, l'Île-du-Prince-Édouard a affiché la plus forte baisse provinciale en pourcentage (-8,5 %), les recettes des pommes de terre ayant régressé de 10,2 % en raison de la baisse des prix et des mises en marché.

À l'échelle nationale, les recettes du bétail ont augmenté dans les secteurs de la volaille et du porc pendant les neuf premiers mois de 2013. Les recettes totales attribuables aux ventes de poulets et de dindes se sont accrues de 156 millions de dollars (+7,8 %), les mises en marché et les prix ayant tous deux augmenté. Les recettes porcines ont monté de 128 millions de dollars (+4,4 %) par rapport aux niveaux de janvier à septembre 2012, malgré les replis des mises en marché, les prix ayant monté de 6,0 %.

Contrebalançant l'augmentation des recettes totales du bétail, les recettes des bovins et des veaux ont reculé de 0,9 %, le nombre total de têtes mises en marché ayant régressé de 1,5 % par rapport à la même période de neuf mois en 2012. La hausse de 37,6 % du nombre de bovins et veaux exportés à l'étranger n'a pas été suffisante pour neutraliser les replis du nombre d'animaux exportés à l'échelle interprovinciale (-12,0 %) et abattus au pays (-6,9 %).

Les recettes des œufs se sont chiffrées à 698 millions de dollars (+8,4 %) au cours de la période de janvier à septembre, surtout en raison d'une augmentation de 6,8 % des prix moyens. Les recettes laitières étaient stables, une hausse de 1,5 % des prix ayant été contrebalancée par les replis des mises en marché. Les recettes monétaires agricoles totales pour les secteurs assujettis à la gestion de l'offre (produits laitiers, volaille et œufs) se situaient à 7,3 milliards de dollars de janvier à septembre, en hausse de 3,0 % comparativement à la même période en 2012.

Les paiements de programme se sont chiffrés à 2,0 milliards de dollars au cours des trois premiers trimestres de 2013, en baisse de 9,4 % par rapport à la même période en 2012. Les hausses des paiements d'assurance-récolte (+27,7 %) n'ont pas été suffisantes pour compenser les replis des paiements d'Agri-stabilité (-35,4 %) et d'Agri-investissement (-16,8 %).

Note aux lecteurs

Une partie de la hausse des recettes provenant du blé et de l'orge pour la campagne agricole de 2012-2013 (août 2012 à juillet 2013) peut être attribuable aux changements relatifs à la Loi sur le libre choix des producteurs de grains en matière de commercialisation. En vertu des dispositions de cette loi, les producteurs de l'Ouest ont désormais la possibilité de mettre en marché leur blé et leur orge (destinés à l'exportation ou à la consommation humaine intérieure) sur le marché ouvert, et ainsi recevoir le paiement au moment de la livraison, ou ils peuvent avoir recours volontairement aux services de l'ancienne Commission canadienne du blé (CCB). En vertu du système de mise en commun de la CCB, les producteurs touchent un paiement partiel ou initial au moment de la vente. À mesure que la mise en marché de la culture avance, on effectue des rajustements et des paiements finaux. Cet élargissement des options disponibles de mise en marché pour les producteurs s'est traduit par un changement en ce qui a trait au moment où certains producteurs se font payer. Étant donné que les estimations des recettes monétaires agricoles sont produites selon la méthode de la comptabilité de caisse, autrement dit, lorsque les paiements sont reçus, ce changement a une incidence sur les données.

Toutes les données sont en dollars courants. Les recettes monétaires agricoles mesurent le revenu brut des entreprises agricoles. Elles ne représentent pas les bénéfices des agriculteurs, car ces derniers doivent payer leurs dépenses, rembourser leurs prêts et couvrir l'amortissement.

Pour en savoir plus sur le revenu agricole de 2012, veuillez vous reporter au communiqué d'aujourd'hui sur le revenu agricole.

Les données sur les recettes monétaires agricoles pour le quatrième trimestre de 2013 et le premier trimestre de 2014 seront publiées en mai 2014.

Cohérence avec le Recensement de l'agriculture

Tous les cinq ans, après le Recensement de l'agriculture, les méthodes et concepts utilisés pour estimer la série du revenu agricole sont révisés. Les estimations du revenu agricole comprennent une grande variété de données administratives et d'enquête émanant de sources diverses. Par conséquent, cette révision est une occasion d'améliorer nos sources de données, le champ d'observation et les méthodes d'estimation.

À la suite de cette révision, les révisions remontant à 2005 sont désormais disponibles et sont prises en compte dans les données du présent communiqué.

Tableau 1
Recettes monétaires agricoles

	Janvier à septembre 2012	Janvier à septembre 2013 ^P	Janvier-septembre 2012 à janvier-septembre 2013	Juillet à septembre 2012	Juillet à septembre 2013 ^P	Juillet-septembre 2012 à juillet-septembre 2013
	millions de dollars		variation en % ¹	millions de dollars		variation en % ¹
Canada						
Recettes monétaires agricoles totales	39 173	39 901	1,9	12 986	12 474	-3,9
Total, cultures	21 469	22 100	2,9	7 227	6 443	-10,8
Blé, sauf durum ³	2 923	3 903	33,5	1 360	1 505	10,7
Blé durum ³	584	891	52,5	244	298	22,3
Orge ³	466	533	14,4	158	129	-18,4
Paiements de l'agence de mise en marché ^{2,3}	791	466	-41,1	7	1	-92,2
Avoine	398	363	-8,8	182	126	-30,6
Seigle	40	39	-2,5	25	19	-26,7
Lin	154	168	8,8	37	35	-5,8
Canola	6 013	5 298	-11,9	2 247	1 670	-25,7
Soya	1 267	1 133	-10,6	349	245	-29,8
Maïs	1 640	1 621	-1,2	546	383	-29,8
Pois secs	571	528	-7,6	248	139	-44,2
Graines de moutarde	61	69	13,2	27	29	7,2
Graines de tournesol	6	23	309,2	1	6	547,9
Lentilles	379	545	44,0	183	236	29,4
Alpiste des canaries	52	61	17,0	10	17	66,1
Pois chiches	23	31	38,1	9	7	-22,2
Fèves	100	85	-15,2	57	31	-44,9
Pommes de terre	718	772	7,5	192	224	16,3
Légumes de serre	857	906	5,7	222	232	4,4
Légumes de champ	853	826	-3,1	564	544	-3,6
Fruits de vergers	174	192	9,9	104	112	7,6
Petits fruits	365	328	-10,0	306	260	-15,0
Industries floricoles, gazonnières et pépinnières	1 413	1 431	1,3	477	484	1,5
Autres cultures	845	966	14,4	192	199	3,7
Recettes différées	-1 093	-1 093	0,1	-542	-516	4,8
Remboursement différé	1 870	2 018	7,9	21	29	32,9
Total, bétail	15 547	15 845	1,9	5 008	5 324	6,3
Bovins et veaux	4 860	4 814	-0,9	1 513	1 590	5,1
Porcs	2 883	3 010	4,4	934	1 088	16,5
Produits laitiers	4 397	4 395	0,0	1 427	1 457	2,1
Moutons et agneaux	111	77	-30,2	30	25	-15,6
Volailles et œufs	2 675	2 886	7,9	925	971	5,0
Autres produits du bétail	622	662	6,6	179	192	7,0
Total, paiements	2 158	1 955	-9,4	751	706	-5,9
Paiements d'assurance-récolte	709	906	27,7	273	343	25,7
Agri-Investissement	344	286	-16,8	152	150	-1,6
Agri-Stabilité	545	352	-35,4	166	119	-28,3
Autres paiements	559	411	-26,4	159	94	-41,0

^P provisoire

1. Variation en pourcentage calculée en milliers de dollars.

2. Les paiements versés directement aux producteurs de blé et d'orge par la Commission canadienne du blé, la Commission sur la commercialisation du blé des producteurs de l'Ontario, et à partir de 2006, par la Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec (FPCCQ).

3. À compter de la campagne agricole de 2012-2013, les paiements de la CCB (l'ancienne Commission canadienne du blé) versés aux producteurs sont inclus dans les recettes des cultures respectives.

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Tableau 2
Recettes monétaires agricoles provinciales

	Janvier à septembre 2012	Janvier à septembre 2013 ^P	Janvier-septembre 2012 à janvier-septembre 2013	Juillet à septembre 2012	Juillet à septembre 2013 ^P	Juillet-septembre 2012 à juillet-septembre 2013
	millions de dollars		variation en % ¹	millions de dollars		variation en % ¹
Canada	39 173	39 901	1,9	12 986	12 474	-3,9
Terre-Neuve-et- Labrador	101	108	6,7	30	31	4,3
Île-du-Prince-Édouard	358	349	-2,5	104	102	-1,1
Nouvelle-Écosse	438	443	1,2	133	125	-5,7
Nouveau-Brunswick	385	430	11,9	128	134	4,9
Québec	6 015	6 007	-0,1	2 047	1 985	-3,0
Ontario	8 575	8 448	-1,5	3 078	2 899	-5,8
Manitoba	3 751	4 303	14,7	1 336	1 450	8,6
Saskatchewan	8 629	8 772	1,7	2 755	2 499	-9,3
Alberta	8 912	9 099	2,1	2 618	2 529	-3,4
Colombie-Britannique	2 010	1 943	-3,3	758	719	-5,2

^P provisoire

1. Variation en pourcentage calculée en milliers de dollars.

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 002-0001 à 002-0003, 002-0005, 002-0007 à 002-0009, 002-0012 et 003-0025.

Tableau 002-0001 : Recettes monétaires agricoles, données annuelles.

Tableau 002-0002 : Recettes monétaires agricoles, données trimestrielles.

Tableau 002-0003 : Valeur par acre des terrains et bâtiments agricoles, 1^{er} juillet.

Tableau 002-0005 : Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, données annuelles.

Tableau 002-0007 : Valeur du capital des fermes, 1^{er} juillet.

Tableau 002-0008 : La dette agricole en cours, classée par source de crédit, données annuelles.

Tableau 002-0009 : Revenu agricole net, données annuelles.

Tableau 002-0012 : Revenu agricole en nature, selon les postes, données annuelles.

Tableau 003-0025 : Valeur par tête de bétail, 1^{er} juillet.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 3437, 3471, 3472 et 3473.

D'autres [tableaux de données](#) sont offerts à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web.

La publication *Paiements directs versés aux producteurs : statistiques économiques agricoles*, vol. 12, n° 1 (21-015-X), est maintenant accessible en ligne à partir de l'onglet *Parcourir par ressource clé* de notre site Web. Sous le module *Publications*, choisissez *Tous les sujets*, puis *Agriculture*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet, 2012

En 2012, 83 % des ménages au Canada avaient accès à Internet à la maison, comparativement à 79 % en 2010.

Environ 85 % des ménages situés dans des régions métropolitaines de recensement et 80 % des ménages situés dans des agglomérations de recensement avaient un accès à Internet à domicile, comparativement à 75 % des ménages situés en dehors de ces régions.

Les taux d'accès à Internet à domicile les plus élevés se trouvaient en Colombie-Britannique et en Alberta à 86 %, suivis de l'Ontario à 84 %.

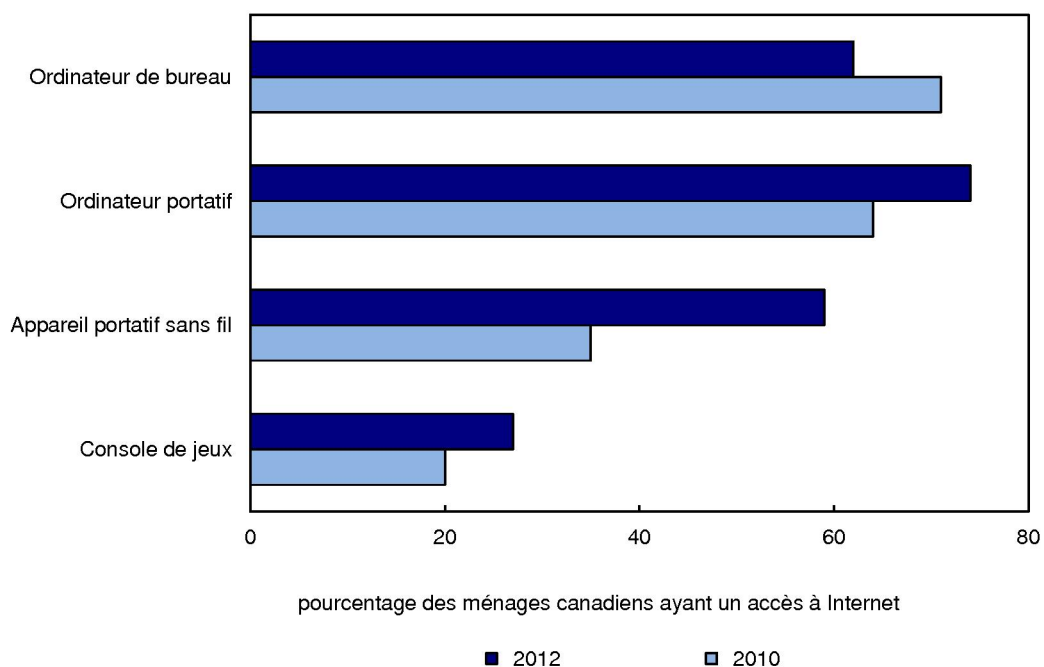
Tableau 1
Ménages ayant un accès à Internet à domicile

	2010	2012
	%	%
Canada	79	83
Terre-Neuve-et-Labrador	74	79
Île-du-Prince-Édouard	73	78
Nouvelle-Écosse	77	80
Nouveau-Brunswick	70	77
Québec	73	78
Ontario	81	84
Manitoba	73	80
Saskatchewan	76	83
Alberta	83	86
Colombie-Britannique	84	86

Environ 69 % des ménages branchés utilisaient plus d'un type d'appareil pour accéder à Internet en 2012.

Les ordinateurs portatifs et les ordinateurs de bureau demeurent les appareils les plus couramment utilisés par les Canadiens qui accèdent à Internet à partir de la maison. En 2012, 74 % des ménages ayant une connexion Internet utilisaient un ordinateur portatif et 62 %, un ordinateur de bureau. Par ailleurs, la proportion de ménages connectés qui utilisaient un dispositif portatif sans fil pour accéder à Internet à la maison a augmenté, passant de 35 % en 2010 à 59 % en 2012.

Graphique 1 Appareils utilisés pour accéder à Internet



Parmi les ménages ayant accès à Internet à la maison en 2012, 97 % ont déclaré avoir une connexion haute vitesse.

Presque tous les ménages du quartile supérieur de revenu (98 %), soit ceux ayant un revenu total de 94 000 \$ ou plus, avaient accès à Internet, comparativement à 58 % pour le quartile des ménages au revenu le plus faible, soit ceux ayant un revenu total de 30 000 \$ ou moins.

Parmi les ménages sans accès à Internet à domicile en 2012, 61 % ont déclaré ne pas en avoir besoin ou ne pas être intéressés. Environ 20 % des ménages ont déclaré ne pas avoir d'accès en raison du coût du service ou de l'équipement.

Note aux lecteurs

L'Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet de 2012, parrainée par Industrie Canada, a été menée en octobre et en novembre comme supplément à l'Enquête sur la population active.

L'enquête comprend une composante des ménages, qui mesure l'accès à domicile, et une composante des particuliers, qui mesure les comportements en ligne.

Le présent communiqué traite de l'accès à Internet à domicile et se fonde sur un échantillon d'environ 30 000 ménages. Les résultats de la composante des particuliers ont été publiés dans [Le Quotidien](#) le 28 octobre 2013.

Définitions

Le taux d'« accès à Internet à domicile » est la proportion de ménages ayant accès à Internet à partir de leur domicile. Dans l'enquête, on a demandé aux répondants le type d'appareils utilisés pour accéder à Internet, soit un ordinateur de bureau, un ordinateur portable, une console de jeux vidéo, un BlackBerry, un iPhone, une tablette ou d'autres appareils portables sans fil ainsi que d'autres appareils.

« L'accès à Internet haute vitesse à domicile » est déclaré par les répondants et représente la proportion de ménages ayant une connexion Internet haute vitesse à domicile.

Une région métropolitaine de recensement (RMR) et une agglomération de recensement (AR) sont un territoire formé d'une ou de plusieurs municipalités voisines qui sont situées autour d'un grand noyau urbain. Une RMR doit avoir une population totale d'au moins 100 000 habitants et, de ce nombre, 50 000 habitants ou plus doivent vivre dans le noyau urbain. Une AR doit avoir un noyau urbain comptant au moins 10 000 habitants.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 358-0167 et 358-0171.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 4432.

Pour plus d'information, veuillez communiquer avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Anik Lacroix au 613-951-6399 (anik.lacroix@statcan.gc.ca), Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.

Étude : Les tendances à long terme de la syndicalisation, 1981 à 2012

De 1981 à 2012, le taux de syndicalisation au Canada — défini comme la part des employés rémunérés qui sont membres d'un syndicat — a diminué de 38 % à 30 %. Cependant, l'essentiel du déclin s'est produit au cours des années 1980 et 1990.

Le taux de syndicalisation chez les hommes a diminué de 42 % à 29 % au cours de la période. Les hommes de tous les groupes d'âge ont vu leur taux de syndicalisation décliner, particulièrement ceux âgés de 25 à 44 ans.

Parmi les femmes, le taux de syndicalisation est resté stable autour de 30 % au cours de la période. Cependant, cette stabilité masque deux tendances opposées : une baisse chez les femmes âgées de moins de 45 ans, et une hausse parmi celles de 45 à 64 ans.

Les taux de syndicalisation sont caractérisés depuis longtemps par des différences régionales, mais ceux-ci ont diminué dans toutes les provinces au cours de la période. La diminution la plus marquée de 1981 à 2012 a été observée en Colombie-Britannique, où le taux est passé de 43 % à 30 %. Le Manitoba a enregistré le déclin le plus faible, soit de 38 % à 35 %.

De 1981 à 1998, une partie mais pas la totalité de la baisse des taux de syndicalisation était attribuable à un déplacement de l'emploi des industries et des occupations à fort taux de syndicalisation vers des industries et des occupations ayant des taux plus faibles.

Depuis 1999, le taux global est demeuré stable à 30 %, et ce, malgré des changements continus dans la répartition de l'emploi et dans les taux de syndicalisation par industrie. Par exemple, le taux a diminué de quatre points de pourcentage dans les industries productrices de biens, et a augmenté dans certaines industries de services.

Note aux lecteurs

Cet article utilise des données sur la syndicalisation en provenance de diverses enquêtes, incluant l'Enquête sur les antécédents de travail de 1981, l'Enquête sur l'adhésion syndicale de 1984, l'Enquête sur l'activité de 1986 à 1990 et l'Enquête sur la population active de 1997 à 2012. Le taux de syndicalisation est défini comme étant la part des employés rémunérés âgés de 17 à 64 ans qui étaient membres d'un syndicat.

Cet article accompagne aussi la diffusion de nouveaux tableaux CANSIM sur l'adhésion syndicale et la couverture par une convention collective selon diverses caractéristiques clés, basées sur les données de l'Enquête sur la population active. Ces tableaux fournissent des données à la fois sur l'adhésion syndicale et la couverture par une convention collective pour les employés âgés de 15 ans et plus pour la période allant de 1997 à 2012.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 282-0220 à 282-0225.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 3701, 3804, 3830 et 3853.

L'article « Les tendances à long terme de la syndicalisation » présenté dans la publication *Regards sur la société canadienne* (75-006-X) est maintenant offert à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Diane Galarneau au 613-951-4626 (diane.galarneau@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail. Pour obtenir plus de renseignements sur *Regards sur la société canadienne*, communiquez avec Sébastien LaRoche-Côté au 613-951-0803 (sebastien.larochelle-cote@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail.

Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : petits aéroports, août 2013

En août, le nombre de décollages et d'atterrissages pour les 130 aéroports sans tours de contrôle de la circulation aérienne a atteint 65 885 mouvements. Les aéroports les plus actifs ont été Peterborough, Ontario (3 134 mouvements) et Goose Bay, Terre-Neuve-et-Labrador (2 972 mouvements).

Données offertes dans CANSIM : tableaux 401-0021 et 401-0022.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2715.

Le numéro d'août 2013 de la publication *Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : aéroports sans tours de contrôle de la circulation aérienne (TP 141) (51-008-X)* est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*. Ce rapport, qui présente des statistiques mensuelles pour les aéroports canadiens sans tours de contrôle de la circulation aérienne ou de stations d'information de vol de NAV CANADA, est une publication diffusée conjointement par Statistique Canada et Transports Canada.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

Paiements directs versés aux producteurs : statistiques économiques agricoles, novembre 2013, vol. 12, n° 1
Numéro au catalogue 21-015-X (HTML | PDF)

Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : aéroports sans tours de contrôle de la circulation aérienne (TP 141), août 2013
Numéro au catalogue 51-008-X (HTML | PDF)

Regards sur la société canadienne
Numéro au catalogue 75-006-X (HTML | PDF)

Nouvelles études

Les tendances à long terme de la syndicalisation
Regards sur la société canadienne



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2013. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>